

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1926.

Projet de loi augmentant le personnel du Tribunal de première instance
de Verviers ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. SOMERHAUSEN.

MESSIEURS,

La Belgique de 1830 était trilingue. Le français, le flamand et l'allemand étaient langues nationales. L'abandon du Grand-Duché de Luxembourg enleva au Royaume la grande majorité de ses citoyens allemands. Il resta néanmoins aux frontières orientales une frange de langue allemande. Selon le recensement de 1920, l'ancienne Belgique comptait 41,514 habitants dont l'allemand était l'idiome usuel. L'allemand resta donc langue nationale comme en fait foi le Code électoral dont l'article 152, modifié par la loi du 11 juin 1896, donne la formule allemande du serment en matière électorale : « Ich schwöre das Geheimniss der Abstimmung zu halten. »

L'annexion des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith a adjoint à l'ancienne Belgique un bloc compact de 47,204 citoyens dont la langue habituelle est l'allemand. Parmi ceux-ci, 44,999 parlent exclusivement l'allemand.

Le problème de l'emploi administratif et judiciaire de l'allemand s'est donc posé. Comme le disait le Roi dans son adresse du 22 novembre 1918 : « Que le fonctionnaire, le magistrat, l'officier doivent connaître la langue de leurs administrés est une règle d'équité élémentaire. » L'arrêté royal du 4 octobre 1925 apporta une solution provisoire, en attendant le vote de la loi complémentaire de rattachement.

Rappelons ici les principes essentiels en matière judiciaire :

« ART. 2. — II. Devant les tribunaux de police d'Eupen et de Saint-Vith, la procédure sera faite en allemand et le jugement rendu dans cette langue.

» L'inculpé a toutefois le droit de demander que la procédure soit faite en français.

» Devant le tribunal de police de Malmédy, la procédure sera faite en fran-

(1) Projet de loi, n° 222.

(2) La Commission, présidée par M. Troclet, était composée de MM. David, Jennissen, Somerhausen, Soudan, Troclet, Van Isacker et Winandy.

cais et le jugement rendu dans cette langue. L'inculpé aura toutefois le droit de demander qu'il soit fait usage de la langue allemande, à condition qu'il soit Belge et introduise la demande avant tout débat au fond.

» III. Devant les juridictions répressives du tribunal de première instance de Verviers, la disposition du troisième alinéa du n° II est également applicable. Toutefois : a) s'il s'agit d'une affaire en instruction, l'inculpé devra faire sa demande lors de son premier interrogatoire devant le magistrat instructeur; b) sans préjudice de la disposition du deuxième alinéa du n° II, la procédure devant le tribunal correctionnel de Verviers statuant comme juge d'appel des tribunaux de police visés à ce numéro, se fera dans la langue dans laquelle a été rendu le jugement du premier juge. »

L'application de cette disposition ne fut pas sans provoquer certaines difficultés au tribunal de Verviers. Il y existe un juge et un substitut connaissant l'allemand. Lorsqu'il s'agit d'un prévenu allemand, le juge connaissant l'allemand officie comme juge d'instruction. Si le juge d'instruction décerne un mandat d'arrêt, celui-ci doit être confirmé par la Chambre du conseil, composée d'un juge unique. Celui-ci doit pouvoir interpellier et comprendre le prévenu de langue allemande. Une connaissance approfondie est nécessaire, si l'on ne veut transformer la confirmation des mandats en une comédie judiciaire.

Comme il n'existe pas de second magistrat possédant l'allemand, il est arrivé que des prévenus allemands durent être relâchés!

Il y a donc nécessité absolue et urgence extrême à ce qu'un juge allemand soit nommé.

Ce second juge étant nommé, les divers rouages pourront fonctionner normalement au point de vue répressif. Les fonctions de greffier sont assumées par un commis au parquet possédant l'allemand.

* * *

La question des langues peut se poser en matière civile. Giron enseigne (Dictionnaires, v° Langues, p. 297) que « l'emploi des langues devant les juridictions civiles est régi encore aujourd'hui par l'arrêté du gouvernement provisoire du 16 novembre 1830 », qui porte :

« ART. 5. — Les citoyens, dans leurs rapports avec l'administration, sont autorisés à se servir indifféremment de la langue française, flamande ou allemande.

» ART. 6. — Il en sera de même dans leurs rapports avec les tribunaux et les officiers du parquet, pourvu que la langue dont ils veulent faire usage soit comprise des juges et des avocats plaidants en matière civile, et, en matière pénale, des juges du ministère public et de leur défenseur. »

Si donc un Eupenois comparait en personne devant le juge d'appel des loyers à Verviers, il pourra conclure et plaider en allemand. Si le juge d'appel des loyers ignore cette langue, l'article 207^{bis} de la loi du 18 juin 1869 ci-dessous trouvera son application : « L'empêchement comprend notamment l'ignorance de la langue dont la connaissance est nécessaire à l'accomplissement des fonctions. »

Le juge d'appel des loyers sera remplacé par un magistrat connaissant l'allemand.

De même pour les enquêtes civiles où les témoins sont originaires des cantons annexés, il y aura lieu de commettre un juge connaissant l'allemand.

*
* *

La Commission fait sienne la suggestion, faite au nom de la Section centrale, par M. Sinzot (n° 150, séance du 10 février 1925), rapporteur du projet de loi de rattachement :

« La vraie solution ne serait-elle pas la création auprès du tribunal de Verviers d'une chambre allemande siégeant au correctionnel et au civil. Le petit nombre d'affaires (voir avis du juge de bailliage de Malmédy) permet d'accorder à une chambre unique les deux juridictions.

« Elle dépendrait du tribunal de Verviers. Le président de ce tribunal aurait compétence pour renvoyer devant cette chambre toutes les affaires civiles qui devraient être jugées en langue allemande. Le Parquet agirait de même pour les affaires pénales.

« Cette chambre itinérante siégerait à Eupen et à Malmédy. Et, de cette manière, on accorderait, semble-t-il, l'unité de juridiction pour l'arrondissement, et la décentralisation judiciaire qui est le vœu des populations rédimées. »

*
* *

La commission signale enfin que l'introduction dans les cantons des lois civiles et commerciales belges dessaisira les tribunaux de baillages des affaires commerciales, au profit du tribunal de commerce de Verviers. Les parties comparaissant souvent en personne devant la juridiction consulaire, il y aura lieu de créer une Chambre allemande au tribunal de commerce.

*
* *

Toutes les questions ci-dessus ne prêtent guère à discussion. Si nous avons consigné les remarques ci-dessus dans notre rapport, c'est pour affirmer une fois de plus que les droits de la minorité allemande seront respectés. Il n'est probablement pas de pays au monde où le statut d'une petite minorité allemande soit aussi libéral dans les domaines de l'enseignement, de l'administration et de la justice.

*
* *

Revenons-en au juge allemand à nommer à Verviers. Tout le monde est d'accord qu'il faut en nommer un. Mais comment le nommer? C'est ici que naît la controverse.

Le Gouvernement propose de créer une place de juge de 2^e classe. D'où dépense de 16,500 francs, plus huit tranches à 600 = 4,800 francs. Au total : 21,300 francs.

Mais il est possible de nommer comme juge un substitut d'auditeur militaire, possédant parfaitement la langue allemande. La place de substitut resterait vacante, d'où économie de 15,000 francs, plus huit tranches à 500 = 4,000 francs. Au total : 19,000 francs.

La charge nette du Trésor serait de 2,300 francs. Ce n'est évidemment pas énorme.

*
* *

Un membre signale qu'un juge de Verviers est proposé pour la Cour d'appel à Liège. Sa nomination rendrait vacante une place de juge à Verviers, où l'on pourrait nommer le substitut d'auditeur en question.

Chiffrons la dépense nouvelle : le juge, nommé conseiller, toucherait 25,500 francs, plus huit tranches à 800 = 6,400 francs et 1,000 francs d'indemnité de résidence. Au total : 32,900 francs, soit 11,600 francs de plus que son traitement de juge.

Le substitut étant nommé juge toucherait 2,300 francs de plus.

Dépense totale : $11,600 + 2,300 = 13,900$ francs.

La création d'une place nouvelle entraîne une augmentation réelle de dépenses de 2,200 francs. L'autre système suggéré aboutirait à un supplément de charges budgétaires de 13,900 francs.

Il est donc moins coûteux de créer une place nouvelle que de provoquer une vacance par une promotion. C'est pourquoi la Commission vous demande de voter d'urgence le présent projet.

Le Rapporteur,
SOMERHAUSEN.

Le Président,
LÉON TROCLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1926.

Wetsontwerp tot vermeerdering van het personeel van de Rechtbank
van Eersten aanleg, te Verviers (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SOMERHAUSEN.

MIJNE HEEREN,

In 1839, was België drietalig. — Het Fransch, het Vlaamsch en het Duitsch waren landstalen. Door den afstand van het Groothertogdom Luxemburg, verloor het Rijk de groote meerderheid van zijn Duitschsprekende burgers. Echter, bleef aan de oostergrens nog een streek over waar Duitsch werd gesproken. Volgens de telling van 1920, had voormalig België 41,514 inwoners die het Duitsch als omgangstaal hadden. Het Duitsch bleef dus landstaal, zooals blijkt uit het Kieswetboek, wiens artikel 152, gewijzigd bij de wet van 11 Juni 1896, de Deutsche formule aangeeft van den eed in kiezaken :

« Ich schwöre das Geheimnis der Abstimmung zu halten ».

Die aanhechting der kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith heeft bij België een dik aaneengesloten blok van 47,204 ingezetenen gevoegd, wier gebruikstaal het Duitsch is. Onder hen, zijn er 44,999 die uitsluitend Duitsch spreken.

Het problema van het gebruik van het Duitsch bestuur- en gerechtszaken is dus gesteld geworden. Immers, in zijn adres van 22 November 1918, zegde de Koning : « Dat de ambtenaar, de magistraat, de officier de taal moeten kennen van hunne berechtigden is een regel van allereerste billijkheid. »

Het Koninklijk besluit van 4 October 1925 bracht eene voorloopige oplossing, in afwachting van de goedkeuring der aanvullende wet tot aanhechting.

Herinneren wij hier aan de hoofdbeginselen in rechterlijke zaken :

« ARTIKEL 2. — II. In de politierechtbanken van Eupen en Vint-Vith geschiedt de rechtspleging in 't Duitsch en wordt het vonnis in deze taal gewezen.

» De beklagde is er evenwel toe gerechtigd om te vragen dat de rechtspleging in 't Fransch geschiede.

(1) Wetsontwerp, nr 222.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Troolet, bestond uit de heeren David, Jennissen, Somerhausen, Soudan, Troolet, Van Isacker en Winandy.

» Voor de politierechtbank van Malmedy geschiedt de rechtspleging in 't Fransch en wordt het vonnis in deze taal gewezen. De beklaagde heft evenwel het recht te vragen, dat er gebruik gemaakt worde van het Duitsch, mits hij Belg zij en de aanvraag indiene vóór alle bespreking over den grond der zaak.

» III. Voor de strafgerechten der rechtbank van eersten aanleg te Verviers, is ook de bepaling van alinea 3 van n° II van toepassing. Evenwel : *a)* indien het gaat over een zaak, die voorloopig onderzocht wordt, moet de beklaagde zijn aanvraag doen wanneer hij voor de eerste maal, ten overstaan van den onderzoekenden magistraat ondervraagd wordt; *b)* onverminderd de bepaling der 2° alinea van n° II, geschiedt de rechtspleging voor de correctionneele rechtbank te Verviers, waar deze uitspraak doet als appelrechter der in dit nummer bedoelde politierechtbanken, in de taal waarin het vonnis van den eersten rechter gewezen is. »

De toepassing van deze bepaling ging niet, zonder zwarigheden aan de rechtbank van Verviers te veroorzaken. Daar zijn een rechter en een substituut welke de Deutsche taal kundig zijn. Betreft het een Duitschen verdachte, dan treedt de Duitschkennende rechter op als onderzoeksrechter.

Indien de onderzoeksrechter een aanhoudingsbevel aflevert, moet dit bekrachtigd worden door de Raadkamer, uit een alleensprekenden rechter bestaande. Deze moet insgelijks den Duitschsprekenden verdachte kunnen aanspreken en verstaan. Een grondige kennis is dus noodig, wil men de bekrachtiging der bevelschriften niet in een rechterlijke komedie doen overgaan.

Aangezien er geen tweede Duitschkundige magistratuur bestaat, is het voorgekomen dat Deutsche verdachten moesten losgelaten worden! Er bestaat dus volstrekte en dringende noodzakelijkheid een Duitschkundigen rechter te benoemen.

Deze tweede rechter benoemd zijnde, zullen de onderscheidene inrichtingen, in strafrechtelijk opzicht, normaal kunnen werken. Het ambt van griffier wordt waargenomen door een Duitschkundig klerk bij het parket.

* . *

In burgerlijke zaken, kan de taalkwestie ook oprijzen. Giron leert (*Dictionnaires, v° Langues*, blz. 297), dat « het gebruik der talen voor de burgerlijke rechtscolleges nog heden wordt beheerscht door het besluit van het voorloopig bewind van 16 November 1830, luidende :

« ART. 5. — In hunne betrekkingen met het bestuur, zijn de burgers gerechtigd zich om 't even te bedienen van de Fransche, de Vlaamsche of de Deutsche taal.

» ART. 6. — Dit geldt eveneens voor hunne betrekkingen met de rechtbanken en de ambtenaren van het parket, mits de taal waarvan zij zich wenschen te bedienen verstaan wordt door de rechters en de pleitende advocaten in burgerlijke zaken en door de rechters, het openbaar ministerie en hun verweerder, in strafzaken. »

Zoo dus een Eupenaar, in persoon, voor den rechter in beroep, in huishuurzaken, te Verviers, verschijnt, zal hij in 't Duitsch mogen besluiten indienen en pleiten.

Indien de rechter in beroep, in huishuurzaken, die taal onkundig is, moet onderstaand artikel 207^{bis} van de wet van 18 Juni 1869 worden toegepast.

« De verhindering omvat, inzonderheid, het onkundig zijn van de taal wier kennis noodzakelijk is voor de uitoefening van de ambten. »

De rechter in beroep, in huishuurzaken, zal vervangen worden door een Duitschkundig magistraat.

Eveneens, voor de burgerlijke enkwesten, waarin de getuigen herkomstig zijn van de aangehechte kantons, zal het noodig zijn een Duitschkundig rechter aan te stellen.

* * *

De Commissie neemt voor hare rekening, het voorstel, namens de Middenafdeeling, gedaan door den heer Sinzot (n° 150, vergadering van 10 Februari 1925), verslaggever van het wetsontwerp tot aanhechting.

« Zou de echte oplossing niet zijn van bij de Rechtbank van Verviers eene boetstraffelijke en civiele Deutsche kamer te maken? Het gering getal zaken (naar het oordeel van den kantonrechter van Malmedy) laat toe aan één enkele kamer beide rechtsmachten te verleenen.

Die enkelvoudige kamer zou afhangen van de rechtbank van Verviers. De voorzitter van die rechtbank zou bevoegd zijn om voor die kamer al de civiele zaken te verzenden welke in de Deutsche taal zouden moeten behandeld worden. Het Parket zou eveneens handelen voor de strafzaken.

Die kamer zou haar zetel hebben te Eupen en te Malmedy. En, op die wijze, zou men, — naar het schijnt — de eenheid van rechtsmacht aan het arrondissement verleenen en de rechterlijke decentralisatie welke in den wensch ligt van de vrijgemaakte bevolking. »

* * *

De Commissie, eindelijk, wijst er op dat het verbod, in de kantons, van de burgerrechtelijke en handelsrechtelijke wetten, aan de kantonrechtbanken de handelszaken zal onttrekken om ze bij de handelsrechtbank van Verviers ahangig te maken. Daar partijen vaak, voor de consulaire rechtbanken, persoonlijk verschijnen, zal het noodig zijn een Duitschkundige kamer in de handelsrechtbank op te richten.

* * *

Al de bovenstaande vraagpunten leenen zich niet tot bespreking. Zoo wij voren genoemde bemerkingen in ons verslag hebben opgenomen, is het om eens te meer te bevestigen dat rechten van de Duitschsprekende minderheid zullen geëerbiedigd worden. Er bestaat waarschijnlijk geen land ter wereld waar het statuut van een kleine Deutsche minderheid zoo liberaal is op gebied van onderwijs, van bestuur en van rechtspleging.

* * *

Komen wij terug op den te Verviers te benoemen toegevoegden rechter. Iederen gaat er over akkoord dat er een moet benoemd worden. Doch hoe moet hij benoemd worden? Hier ontstaat het geschil.

De Regeering stelt voor een plaats van 2° klasse-rechter te scheppen, met een uitgave van 16,500 frank, plus zeven schijven van 600 = 4,800 frank. Te zamen : 21,300 frank.

Doch het is mogelijk als rechter een substituut van den krijgsauditor te benoe-

men, die de Duitse taal volkomen machtig is. De plaats van substituut zou ledig blijven. vanwaar een bezuiniging van 15,000 frank, plus acht schijven van 500 = 4,000 frank. Te zamen : 19,000 frank.

De zuivere last voor de Thesaurie zou zijn : 2,300 frank. Dit is niet bijster veel.

*
* * *

Een lid wijst er op dat een rechter van Verviers is voorgesteld voor het Hof van Beroep, te Luik.

Door die benoeming zou er een plaats van rechter, te Verviers, open komen, waar men den bedoelden substituut van den krijgsauditor zou kunnen benoemen.

Berekenen wij de nieuwe uitgave : de tot raadsheer benoemde rechter zou 25,000 frank trekken, plus acht schijven van 800 = 6,400 frank en 1,000 frank woonstvergoeding ; te zamen 32,900 frank of 11,600 frank meer dan zijne wedde als rechter.

De substituut, tot rechter benoemd, zou 2,300 frank meer trekken.

Gezamenlijke uitgaaf : 11,600 + 2,300 = 13,900 frank.

De oprichting van eene nieuwe plaats zou de uitgaven werkelijk verhoogen met 2,200 frank. Het andere ingegeven stelsel zou de begrootingslasten met 13,900 frank verzwaren.

Het is dus goedkooper eene nieuwe plaats op te richten dan er eene te openen door eene bevordering. Daarom vraagt U de Middenafdeeling het onderhavig wetsontwerp onverwijld te willen goedkeuren.

De Verslaggever,
SOMERHAUSEN.

De Voorzitter,
LEON TROCLET.